

Armes à l'uranium appauvri: Trop, c'est trop!

Durement éprouvée par la guerre, la population du Kosovo reste sceptique face à l'affaire de la contamination due aux déchets d'uranium utilisés dans les armes de l'OTAN. C'est ce que montre le rapport de Barbara Burri, coordinatrice de l'OSEO sur place. Une information lapidaire et les épreuves subies par les Kosovars, qui n'ont pas envie de devoir faire face à un nouveau problème, aideront sans doute les responsables militaires à tirer leur épingle du jeu.

Le débat concernant l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri par l'OTAN fait l'objet de débats nettement plus vifs et plus fréquents à l'étranger que sur le lieu même des opérations. Les raisons de cette absence d'intérêt sont multiples. Fitore Ajdini Gjuka, ingénieure auprès du bureau de coordination à Peja, nous en présente une: «Nous avons supporté de longues années d'oppression, survécu à la guerre, avons été déplacés, puis sommes revenus dans nos maisons détruites et avons dû tout recommencer à zéro. La seule idée de devoir admettre – à présent que nous sommes libres – qu'un autre danger mortel nous guette, dépasse tout simplement ce que nous sommes en mesure de supporter.»

Le rôle de l'OTAN aux yeux de la population kosovare explique pourquoi les autorités ne se sont guère prononcées sur ce sujet. Pour les Kosovars, l'OTAN les a sauvés; c'est le grand libérateur. Aujourd'hui encore, il est rare d'entendre une critique à l'encontre de la puissance alliée. Et les victimes civiles dans le camp albanais, les «dommages collatéraux» comme disent les stratèges, sont considérées ici comme des victimes nécessaires. Voici ce qu'en dit une vieille femme, dont le fils a perdu la vie au cours d'un bombardement: «Je suis moins triste que fière de la mort de mon fils. C'est une perte douloureuse, mais nécessaire sur la voie vers la liberté.» Xhemal, orfèvre à Prizren, va encore plus loin: «Je ne pense pas que l'uranium représente un danger pour nous. Et même si c'était le cas, je ne le dirais pas, car ce serait dire du mal de l'OTAN et je ne me permettrai jamais de critiquer l'OTAN.»

En cherchant plus avant, on s'aperçoit à quel point la population kosovare est mal informée. Rares sont ceux qui savent pourquoi ce type de munition a été utilisé et les gens ne savent donc pas d'où peut venir le danger. Du côté officiel, on ne cherche guère à remédier à cette ignorance. Seules les troupes allemandes de la KFOR, stationnées aux environs de Prizren, ont pris l'initiative d'organiser des émissions de radio ouvertes aux remarques et aux questions du public. Ce sont toutefois surtout les membres des organisations internationales qui ont saisi cette occasion de s'informer.

«Pas de problème. Rien à signaler.»

L'OSEO mène des projets dans l'ouest du Kosovo, une région contrôlée par les troupes italiennes de la KFOR. Interrogé sur les effets des armes à l'uranium appauvri, le commandement a fourni une réponse très nette: «Aucun problème. Rien à signaler.» Il reste à savoir pourquoi l'hôpital italien de la KFOR est demeuré fermé pendant trois jours à la population locale, parce que les soldats devaient se soumettre à des tests sanguins.

Les difficultés que les Kosovars doivent surmonter pour reconstruire leur province sont innombrables. Dans l'affaire de l'uranium appauvri, Hans Haekkerup, le successeur de Bernard Kouchner au poste d'administrateur de la MUNIK, leur a prouvé dès son arrivée à Pristina que les armes utilisées par l'OTAN sont inoffensives: il est en effet venu avec sa femme et leur jeune enfant. De l'avis des Albanais, il serait venu seul s'il y avait eu un risque. La population kosovare est donc persuadée que toute cette affaire tient de l'intrigue politique. Pour les uns, elle a été ourdie (comme presque toujours) par les Serbes, qui veulent détourner l'argent de l'aide vers leur propre pays; pour les autres, elle émane des troupes internationales qui cherchent une excuse pour se retirer le plus vite possible du Kosovo.

Barbara Burri, coordinatrice de l'OSEO au Kosovo